



Ne sacrifions pas la jeunesse sous l'autel de l'austérité.

Le budget discuté en ce moment porte un coup d'une rare violence à celles et ceux qui devraient être les premiers protégés : les jeunes. Dans un contexte où le pays a besoin d'espoir, d'investissement humain et de cohésion, le gouvernement fait le choix inverse : il sacrifie l'avenir pour boucler ses comptes.

Les restrictions budgétaires qui frappent les politiques de la jeunesse, du logement étudiant, de l'accompagnement social, ne sont pas de simples ajustements techniques. Elles frappent les jeunes des classes populaires, qu'ils vivent dans les quartiers populaires ou dans les territoires ruraux déjà fragilisés.

Les chiffres sont sans équivoque, 1 milliard d'euros de coupes touchent directement les politiques publiques destinées à la jeunesse.

Jamais un gouvernement n'avait assumé de réduire à ce point l'effort national envers une génération déjà frappée par la précarité, l'inflation et les fractures territoriales.

Une austérité aveugle qui frappe les plus modestes

Le programme « Jeunesse et vie associative » accuse à lui seul une baisse de 222 millions d'euros, soit -22 %. Derrière ce pourcentage se cachent des réalités très concrètes.

Dès 2025, les « colos apprenantes » sont purement et simplement supprimées, alors qu'elles avaient permis à 88 000 enfants de familles modestes de partir en vacances, souvent pour la première fois. Ce sont des séjours en moins, des ouvertures au monde en moins, des apprentissages en moins.

Le service civique, qui permet à des dizaines de milliers de jeunes de 16 à 25 ans de s'engager dans une mission d'intérêt général, voit son budget amputé de 40 millions d'euros. Une décision absurde : à l'heure où la République a besoin de sens, de solidarité et d'engagement, on en prive la jeunesse.

Même logique punitive pour le programme « 1 jeune, 1 mentor » (-4,5 millions), qui aide pourtant les jeunes les plus fragiles à trouver un accompagnement éducatif durable.

Des reculs massifs dans l'accès au sport, à la culture, à l'émancipation

Le Pass'Sport est presque divisé par deux, et ses critères durcis au détriment des 6-14 ans, c'est-à-dire les âges où l'activité sportive joue le rôle le plus décisif pour la santé comme pour l'inclusion.

Quant au Pass Culture, le gouvernement choisit d'en restreindre l'accès en le repoussant à 17 ans au lieu de 15 — une mesure accompagnée d'une baisse brutale de 80 millions d'euros. Là encore, on ferme des portes plutôt qu'on n'en ouvre.

Coupes dans l'éducation sociale, dans la vie étudiante et dans l'insertion professionnelle



Ne sacrifions pas la jeunesse sous l'autel de l'austérité.

Alors que la précarité étudiante explose, le budget dédié aux bourses étudiantes sur le programme « Vie étudiante » diminue de 25 millions d'euros. C'est incompréhensible au moment où l'inflation alimentaire, les loyers et les transports étranglent déjà les étudiant-e-s.

Pire encore : le gouvernement annonce le gel des aides au logement, une baisse déguisée du pouvoir d'achat pour les 852 000 jeunes qui touchent les APL. Et ce gel, dans une période d'inflation, est une violence sociale supplémentaire infligée aux étudiants comme aux jeunes actifs précaires.

L'insertion professionnelle n'est pas épargnée. Les missions locales subissent une coupe sévère, tout comme le Contrat d'Engagement Jeune (CEJ), pourtant essentiel pour accompagner vers l'emploi celles et ceux qui en sont le plus éloignés. À rebours de tous les discours, le gouvernement retire des moyens exactement là où ils sont le plus utiles.

Enfin, les crédits pour les Quartiers d'été, un dispositif précieux dans les QPV pour prévenir les tensions, créer de la vie collective et soutenir les familles, sont revus à la baisse.

La jeunesse touchée aussi par les coupes imposées aux collectivités

À cela s'ajoute un autre effet en chaîne, trop souvent passé sous silence : les collectivités locales, étranglées par les coupes budgétaires imposées par l'État, seront contraintes de réduire leur offre de service public. Et une fois encore, la jeunesse sera en première ligne. Moins de moyens pour le périscolaire, c'est moins d'activités, moins d'accompagnement, moins d'égalité d'accès pour les enfants. La réduction des budgets sociaux pèsera sur l'Aide sociale à l'enfance (ASE), déjà sous tension, alors même qu'elle constitue un filet de sécurité essentiel pour les jeunes les plus vulnérables. Les communes, départements et associations verront leurs capacités d'action diminuer, avec des fermetures de structures, des animations supprimées, des délais d'accompagnement allongés. En affaiblissant les collectivités, le gouvernement affaiblit directement les conditions de vie, d'émancipation et de protection de toute une génération.

Nos combats dans ce Projet de loi de finances

Face à cette austérité injuste, nous, Jeunes socialistes, avons porté, avec détermination, une autre vision de la République : une République qui n'abandonne jamais sa jeunesse.

Nous avons défendu :

- Le rétablissement des APL pour les étudiants étrangers, parce que l'université française doit accueillir, et non exclure.
- La réforme des bourses, pour qu'elles correspondent enfin au coût réel de la vie !
- La hausse des APL pour les étudiants boursiers et à faibles revenus, car nul ne peut étudier sereinement la peur du loyer au ventre.

Ces mesures ne sont pas des dépenses : ce sont des investissements dans la République. Ce sont les outils qui permettent à chaque jeune, quelle que soit son origine sociale, de bâtir un avenir.

Il reste quelques semaines pour changer le cours des choses
Le débat budgétaire n'est pas terminé. Les lignes peuvent encore bouger.



Fédérations du Puy-de-Dôme et de la Seine-Saint-Denis

LES
**Jeunes
socialistes**

**Ne sacrifions pas la jeunesse
sous l'autel de l'austérité.**

Nous appelons l'ensemble des députés, de gauche comme de bonne volonté ailleurs dans l'hémicycle, à faire de la jeunesse la priorité absolue des discussions à venir sur le PLF. La jeunesse ne doit plus servir de variable d'ajustement.

Elle doit redevenir la priorité de la Nation.

Refusons un budget qui tourne le dos à l'espoir et à l'avenir.

Choisissons la jeunesse